

avons besoin de déficits élevés de sorte que les Canadiens puissent placer leur argent quelque part. Ce n'est pas une solution à notre problème, monsieur le Président, c'est son origine.

Si l'on n'encourageait pas les Canadiens à placer leur argent dans des obligations d'épargne à court terme et des obligations du gouvernement à long terme qui arriveront à maturité au début du siècle prochain, à des taux d'intérêt de 12 p. 100 ou plus, alors, les futures générations n'auraient pas à supporter un intérêt sur la dette de 20 milliards cette année et qui ne cessera de grandir dans les années à venir, à mesure que le déficit s'élèvera.

L'homme qui prétend vouloir devenir premier ministre disait que le déficit est sans importance, car les Canadiens économisent beaucoup et le gouvernement leur donne l'occasion de placer leur argent. Tout ce qu'ils ont à faire, c'est investir au Canada. Ne vaudrait-il pas mieux que les Canadiens investissent dans leurs intérêts à eux ou ceux de leurs entreprises, fût-ce à l'étranger, afin que leur argent rapporte des bénéfices au Canada? Ils pourraient investir dans la mise en valeur de nos ressources et la technologie.

Quels propos les autres fameux aspirants à la direction du parti libéral ont-ils tenus, monsieur le Président? Le premier à se porter candidat, le ministre responsable du développement économique, s'est déclaré d'avis, le 9 mars, que tous les Canadiens comprennent que les gouvernements doivent vivre selon leurs moyens et que la seule façon de réduire le déficit consiste à augmenter les impôts, à comprimer les programmes, voire à faire grimper l'inflation, ce moyen ayant été employé traditionnellement pour éponger les déficits. A propos, l'aspirant à la direction libérale qui n'est pas député, mais voudrait devenir premier ministre, est à l'origine de l'inflation. Il a présenté un budget qui supposait une très forte augmentation du déficit.

Le ministre chargé du Développement économique et régional (M. Johnston) fait paraître à coups de milliers de dollars des pages entières de publicité dans tous les journaux nationaux, pour demander aux Canadiens s'ils veulent en savoir davantage sur les projets spéciaux de relance que le gouvernement subventionne. Ces projets seront financés grâce à des fonds publics de 2.4 milliards de dollars ainsi qu'à une somme équivalente provenant du secteur privé. Dans ces annonces, on demande aux gens s'ils veulent être mieux renseignés. Voilà de la publicité tout à fait superflue.

Le budget du Programme spécial de relance au seul titre de la publicité s'élève à quelque 15 millions de dollars. Mais le ministre omet de dire aux Canadiens que le budget d'avril dernier prévoyait une nouvelle taxe spéciale de relance afin de financer ces projets spéciaux de relance. Tous les candidats à la direction du parti libéral souhaitent imposer de cette façon les Canadiens. Ils comptent proposer l'adoption de cette taxe au mois d'octobre et tâcher qu'elle passe inaperçue, de manière à pouvoir couvrir leurs folles dépenses et les extravagances de ces jours-ci.

Je voudrais bien poursuivre, monsieur le Président, mais il est entendu que vous voulez donner la parole à quelqu'un d'autre encore ce soir.

Pouvoir d'emprunt—Loi

M. Bruce Halliday (Oxford): Monsieur le Président, comme l'a rappelé un peu plus tôt au cours de l'après-midi le député de Provencher (M. Epp), je ne me réjouis pas particulièrement d'avoir à intervenir à propos de ce projet de loi. Je suis de ceux qui témoignent beaucoup de respect à l'institution du Parlement. Tout à l'heure, en m'accompagnant à mon bureau, mon collègue, le député de Perth (M. Jarvis), m'a parlé de l'image que projetaient les parlementaires. En en discutant, nous en sommes venus à la conclusion que nous inspirons à l'heure actuelle beaucoup de cynisme à nos concitoyens, ce qui est regrettable. Il est probable que l'une des principales raisons de ce cynisme est l'attitude que prend l'actuel gouvernement à l'égard du Parlement et les exigences peu raisonnables qu'il lui pose. En outre, les Canadiens commencent à se rendre compte que ces demandes sont déraisonnables et dangereuses pour notre institution.

En ce moment même, monsieur le Président, nous ne comptons parmi nous que six députés libéraux. On en trouve bien trois ou quatre autres dans les coulisses, qui nous jettent un coup d'œil de temps à autre. Pourtant les députés de la majorité ont demandé au Parlement d'autoriser le gouvernement à emprunter près de 30 milliards de dollars. Quand nos électeurs essaient de contracter un emprunt auprès de la Société du crédit agricole ou d'une banque, on leur demande d'expliquer de façon plausible comment ils comptent dépenser ces fonds. Pourtant, nous sommes en train de discuter de cette autorisation d'emprunter des milliards et seulement cinq députés et six honorables représentantes de la majorité parlementaire ont daigné justifier leur requête.

J'éviterai de répéter tous les faits et les chiffres que nous ont cités mes collègues au cours de ce long débat. Je tiens d'autre part à souscrire au sous-amendement qui nous a été présenté cet après-midi ainsi qu'à l'amendement de mon collègue, le député de Parry Sound-Muskoka (M. Darling). Il y a lieu de toute évidence d'appuyer ces deux motions. Mais je voudrais auparavant traiter de façon générale des réalisations du gouvernement libéral.

C'est seulement depuis une quinzaine d'années que nous nous retrouvons dans ce bourbier fort déplorable. Monsieur le Président, d'après moi, les sentiments de cynisme que nous inspirons aux Canadiens sont nés justement il y a une quinzaine d'années, avec l'accession au pouvoir d'un premier ministre (M. Trudeau) et d'un gouvernement parfaitement disposés à emprunter des sommes aussi astronomiques dans le seul but de se faire réélire. Selon moi, c'est vraiment là ce qu'il y a de scandaleux dans tout cela.

Une autre chose mérite à mon avis, d'être soulignée. Ce qui est encore plus scandaleux, c'est que les Canadiens ont appris cet après-midi qu'ils devraient chacun assumer une dette d'environ \$7,000; et on se demandera après pourquoi les Canadiens sont cyniques. Chaque citoyen hérite de cette dette à cause des mesures prises par un gouvernement insensé. Je ne suis pas surpris de la réaction des contribuables, mais cela ne m'en dérange pas moins. Je m'inquiète énormément des sentiments que les Canadiens éprouvent envers cette institution que nous chérissons tant.